

# NUMÉRIQUE ET COHÉSION SOCIALE AU MALI

## Entre désinformation et espoir de paix

*Au Mali, une simple publication Facebook peut aujourd'hui apaiser une tension ou provoquer une crise en quelques heures. De nos jours, le numérique occupe désormais une place centrale dans la vie quotidienne. Facebook, WhatsApp, TikTok et les plateformes d'information influencent les débats publics, les opinions et même les relations sociales. Dans un contexte marqué par les défis sécuritaires, les tensions communautaires et les crises politiques, cette révolution digitale apparaît à la fois comme un facteur de division et un outil potentiel de paix.*

Selon le rapport Digital 2026 de DataReportal, le Mali compte environ 23,2 millions de connexions mobiles actives, soit un taux de pénétration de 91,6 %, confirmant que le téléphone mobile reste le principal moyen d'accès au numérique. Le pays recense également 8,91 millions d'internautes (35,1 % de la population) et environ 2,40 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux (9,5 %). Ces données confirment que, malgré une forte utilisation du mobile, l'accès aux réseaux sociaux reste encore limité, mais en constante progression, influençant progressivement les dynamiques d'information et de cohésion sociale au Mali. Cette progression rapide transforme profondément les habitudes de communication, notamment chez les jeunes. L'information circule désormais en temps réel, souvent sans filtre ni vérification préalable. Mais derrière cette rapidité se cache aussi un danger. Les réseaux sociaux facilitent la propagation de fausses informations, de discours haineux et de rumeurs susceptibles d'alimenter les tensions sociales. Face à l'évolution des formes de désinformation, Jean-Marie Ntahimpera, journaliste au journal Benbere spécialisé en fact-checking alerte également sur les dangers liés aux nouvelles technologies : « Avec l'intelligence artificielle, il existe aujourd'hui des deepfakes : des vidéos, images ou voix trafiquées capables de tromper les internautes. » Selon lui, « les fake news peuvent amplifier les conflits déjà existants au Mali. » Après l'attaque du 25 avril, de nombreuses rumeurs et informations non vérifiées ont circulé sur les réseaux sociaux, montrant une nouvelle fois comment le numérique peut accentuer la peur et la désinformation en période de crise.

### Le numérique, entre désinformation et tensions sociales

En quelques minutes, une publication virale peut semer la confusion ou renforcer la méfiance entre communautés. Dans un pays où la cohésion sociale reste fragile dans certaines localités, ces dérives numériques peuvent avoir des conséquences importantes. Mamadou Diarra nom d'emprunt, sociologue, alerte sur les conséquences sociales



### Le numérique comme levier de sensibilisation et de cohésion sociale

des contenus haineux diffusés en ligne : « les discours haineux sur les réseaux sociaux influencent fortement les comportements, surtout chez les jeunes. Lorsqu'une population est constamment exposée à des messages de division ou de violence, cela fragilise la confiance entre les communautés et peut créer des tensions sociales durables. » dit-il. Pour Bandiougou Danté, président de la Maison de la Presse du Mali, « cette révolution (le numérique) a apporté des éléments positifs et des éléments négatifs dans le quatrième pouvoir ». Selon Danté, les médias maliens bénéficient aujourd'hui de nouvelles opportunités grâce au numérique, mais les défis liés à la désinformation demeurent préoccupants. Cette situation inquiète également les spécialistes du droit. Mohamed Ould Mohamed, magistrat au tribunal de Grande Instance de la Commune IV de Bamako, rappelle que la cybercriminalité englobe les infractions commises via les réseaux sociaux et les systèmes numériques. « Ma liberté s'arrête là où commence celle des autres », souligne-t-il, insistant sur la nécessité d'une utilisation plus responsable des plateformes numériques.

Lors des attaques du 25 avril 2026, les réseaux sociaux ont été inondés d'informations contradictoires, de vidéos virales et de rumeurs parfois non vérifiées. Dans ce climat de peur, plusieurs internautes maliens ont cependant utilisé TikTok, Facebook et WhatsApp pour appeler au calme et éviter les amalgames entre communautés. Des vidéos de sensibilisation invitent les citoyens à ne pas céder à la panique et à vérifier les informations avant de les partager ont largement circulé. Des plateformes de fact-checking comme BenbereVerif ont également contribué à démêler le vrai du faux face aux nombreuses publications virales. Ces initiatives montrent que le numérique peut aussi servir la prévention des tensions et le renforcement de la cohésion sociale. Au-delà des risques, plusieurs observateurs estiment cependant que le numérique peut jouer un rôle majeur dans le retour de la paix et le renforcement du vivre-ensemble. Les plateformes digitales offrent aujourd'hui des espaces de dialogue, de sensibilisa-

tion et de mobilisation citoyenne. De nombreuses initiatives locales utilisent désormais les réseaux sociaux pour diffuser des messages de tolérance, promouvoir le civisme et lutter contre les discours de haine. Pour Mohamed Samaké, créateur de contenu engagé dans la sensibilisation citoyenne, les influenceurs et créateurs de contenus disposent aujourd'hui d'un pouvoir important auprès de la jeunesse malienne. « Beaucoup de jeunes passent plus de temps sur TikTok, Facebook ou Instagram que devant la télévision », explique-t-il. Selon lui, les réseaux sociaux peuvent contribuer à promouvoir un Mali uni malgré les différences ethniques, culturelles ou sociales, tout en sensibilisant les jeunes aux dangers des discours haineux, des manipulations et des conflits communautaires. Il estime également que les créateurs de contenus peuvent participer à la lutte contre la désinformation à travers des vidéos simples et accessibles permettant de déconstruire rapidement certaines rumeurs virales. M. Samaké insiste enfin sur la responsabilité des internautes dans leurs interactions en ligne : « Utiliser les réseaux sociaux avec responsabilité, c'est déjà participer à la paix et à la cohésion sociale au Mali », conclut-il.

Dixit Modibo Fofana, président de l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne du Mali (APPEL-Mali), « grâce à Internet, les articles de presse peuvent atteindre un public global instantanément ». Cette capacité de diffusion rapide représente une opportunité importante pour les médias engagés dans la sensibilisation sociale et la promotion de la paix. Les jeunes jouent également un rôle essentiel dans cette dynamique. De plus en plus de créateurs de contenus, blogueurs et journalistes utilisent TikTok, Facebook ou YouTube pour produire des vidéos éducatives, des campagnes de sensibilisation ou des contenus favorisant la cohésion sociale. Djoba Kadia Koné, utilisatrice active de TikTok, estime que les réseaux sociaux peuvent aussi devenir des espaces de sensibilisation et de paix : « Actuellement, avec une simple vidéo sur TikTok, on peut sensibiliser des milliers de personnes. Les jeunes doivent utiliser les réseaux sociaux pour partager des messages positifs au lieu de propager les conflits et les fausses informations. » dit-elle. Ces initiatives contribuent progressivement à une utilisation plus responsable du numérique. Mahamane Cissé, journaliste et promoteur du journal « L'Observatoire », avoue ceci : « l'impact du numérique est visible surtout dans la rapidité de la diffusion de l'information ». Il estime que cette transformation constitue une opportunité importante pour les médias, même si elle impose davantage de vigilance sur la qualité des contenus publiés. Face aux défis liés aux fake news, plusieurs acteurs plaident aujourd'hui pour le développement de l'éducation aux médias et à l'information. L'objectif est d'encourager les citoyens, surtout les jeunes, à vérifier les informations avant de les partager, à croiser les sources et à privilégier les contenus fiables. Dans cette lutte contre la désinformation, journalistes, influenceurs, enseignants et organisations de la société civile ont tous un rôle à jouer. Les réseaux sociaux ne sont pas des espaces de confrontation, mais des outils capables de rapprocher les communautés.

De nos jours, le numérique n'est ni totalement une menace ni une solution miracle. Son impact dépend principalement de l'usage qu'en font les citoyens. Utilisé de manière responsable, il peut devenir un puissant levier de dialogue, de sensibilisation et de paix durable. Dans un Mali confronté à de multiples défis, la cohésion sociale pourrait aussi se construire derrière les écrans, à travers des contenus responsables, inclusifs et porteurs d'espoir.

Fatoumata Diaby

## FAMOC-MALITRIBUNE

### 90 journalistes formés au journalisme de solutions pour renforcer la paix et la cohésion sociale

*Centre Abbé David de Sébénicoro, a accueilli les 18 et 19 mai 2026, la deuxième cohorte de formation sur le journalisme de solutions dans le cadre du projet « Forum de la presse » du Groupe Malitribune avec l'appui du FAMOC et de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas. Cette session a réuni 90 journalistes, blogueurs et créateurs de contenus engagés dans une dynamique de production d'une information plus responsable, vérifiée et orientée vers des réponses concrètes aux défis sociaux.*

Cette initiative s'inscrit dans un programme global articulé autour de trois volets : la formation des professionnels des

médias, la production de contenus sur des thématiques sensibles et une campagne digitale de sensibilisation intitulée « coexistence pacifique » dans le cadre du journalisme de solutions. Cette campagne porte sur la gestion des déplacés internes, la coexistence entre éleveurs et agriculteurs, la disparition des couloirs de transhumance, l'extrémisme religieux ainsi que les problématiques liées à l'esclavage par ascendance. Durant deux jours, les participants ont été formés sur les fondements du journalisme de solutions, les techniques de fact-checking, l'écriture de reportages constructifs ainsi que l'éthique journalistique dans un contexte marqué par la désinformation et les discours de haine. Selon la cheffe de projet Aminata Agaly Yattara, cette approche vise à



« documenter les réponses apportées aux crises, analyser les initiatives qui fonctionnent et ouvrir des perspectives constructives pour les communautés ». Elle a également rappelé que les médias doivent dépasser le simple récit des conflits pour devenir des acteurs de résilience et de cohésion sociale.

À l'issue des travaux, les participants ont exprimé leur engagement à intégrer davantage l'approche du journalisme de solutions dans leurs productions, contribuant ainsi à un espace médiatique plus apaisé et constructif au Mali.

Fatoumata Diaby